

Cap sur le Népal

DÉCOUVREZ AUSSI

Togo-Belgique: au cœur de la filière du ciment

Les mouvements sociaux face aux
changements climatiques

Empreinte écologique: papier ou numérique ?

W
S
M
A
N
N
A
L
E



12

TOGO – BELGIQUE

Le ciment est indispensable dans le secteur de la construction, mais il n'est inoffensif ni pour l'environnement, ni pour la santé des travailleurs et travailleuses.



EN BREF

Le réseau international sur le droit à la protection sociale est lancé ! Et d'autres nouvelles en format court...

10



16

FOCUS

La terre, source de vie.

4

NÉPAL

Embarquez avec nous pour découvrir « la vie telle qu'elle est » sur le toit du monde.



18

VRAI OU FAUX

Le numérique a-t-il une empreinte environnementale plus faible que le papier ?



MERCI

19

Opération 11.11.11: merci à tous et toutes les bénévoles !

22

GRAND ANGLE

Sur le rôle des mouvements sociaux pour lutter contre les changements climatiques.

20

EN PARALLÈLE

Où comment les défis de l'agriculture en Belgique et en Inde coïncident étonnamment.



LES PIEDS SUR TERRE

Nous sommes fièr-es de vous présenter notre nouveau WSM Magazine, dernier né de notre changement d'identité visuelle. Solidarité Mondiale devient WSM; Ici & Là-Bas laisse la place au WSM Magazine ! Dans un format plus aéré et agréable, avec de nouvelles rubriques originales, nos objectifs restent les mêmes: exprimer haut et fort la nécessaire solidarité entre les mouvements sociaux partout dans le monde et rapprocher nos lecteur-trices, nos donateurs-trices, du terrain!

Relier les actions, les expériences, les gens. Se reconnaître et se soutenir, au-delà des différences, des kilomètres, des montagnes et des océans. **Se rassembler, se connecter. A la terre, au réel.** Car c'est cela qui donne tout son sens à notre travail. Cette terre qui nous réunit, nous nourrit, nous accueille, souffre aussi, comme celles et ceux qui la travaillent: c'est à elle, à eux que nous consacrons ce premier numéro.

Chaque action laisse une trace, une empreinte. Physiquement dans la terre et la poussière, mais pas uniquement. Un monde avec plus de deux degrés dus au réchauffement climatique sera plus inégal, malsain, plus dangereux et plus pauvre... **Chaque personne, maintenant et dans l'avenir, a le même droit à une terre saine. Il est donc du devoir de chacun-e de prendre soin de l'endroit où nous vivons.**

Dans ce premier numéro du WSM Magazine, nous rendons hommage à celles et ceux qui ont les pieds bien campés dans la terre et qui maintiennent un contact indispensable avec le reste du vivant. Nous nous remettons en question aussi... Ensemble, nous pouvons inverser la tendance. Ensemble, nous pouvons faire respecter les limites de notre planète.

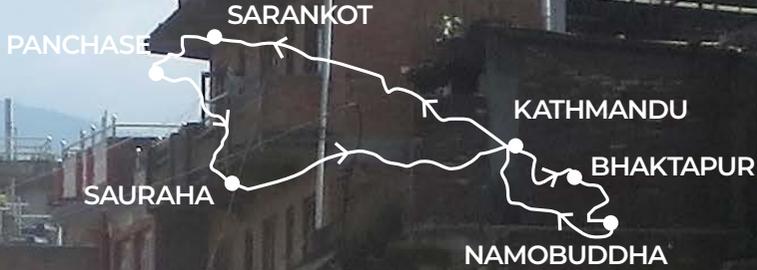
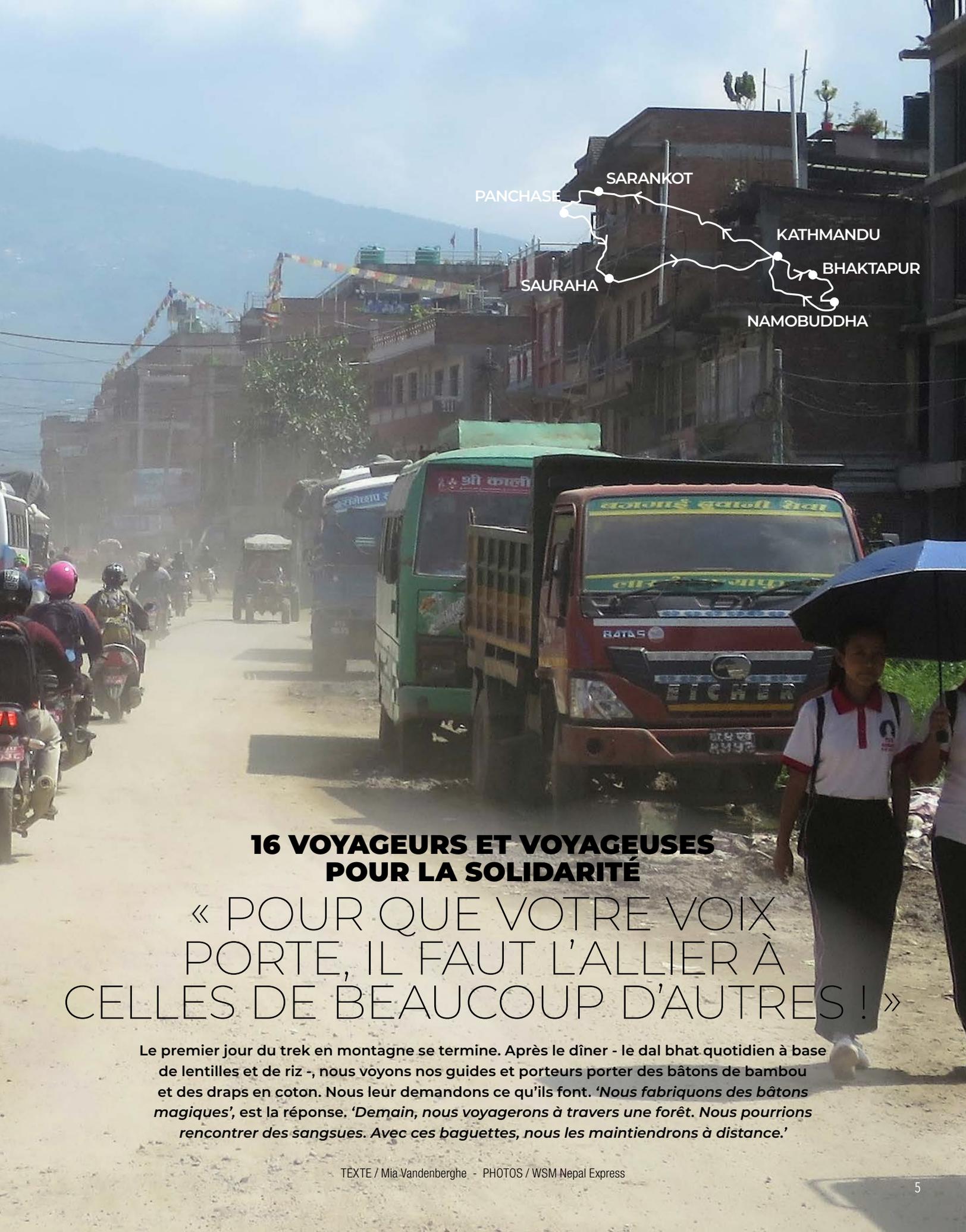
En espérant que cette nouvelle formule vous inspire dans vos actions... Ici ou ailleurs !

Jennifer Van Driessche

WSM Népal Express

Fin 2019, seize voyageurs et voyageuses de WSM de Flandre occidentale se sont rendus au Népal afin de vivre une expérience inédite en immersion. Mia et Bruno nous embarquent avec eux sur le toit du monde découvrir GEFONT et NTUC, partenaires syndicaux de WSM au Népal. En marge de ce voyage incroyable, le groupe a déjà récolté plus de 52.000 euros pour GEFONT et NTUC !





**16 VOYAGEURS ET VOYAGEUSES
POUR LA SOLIDARITÉ**

« POUR QUE VOTRE VOIX
PORTE, IL FAUT L'ALLIER À
CELLES DE BEAUCOUP D'AUTRES ! »

Le premier jour du trek en montagne se termine. Après le dîner - le dal bhat quotidien à base de lentilles et de riz -, nous voyons nos guides et porteurs porter des bâtons de bambou et des draps en coton. Nous leur demandons ce qu'ils font. 'Nous fabriquons des bâtons magiques', est la réponse. 'Demain, nous voyagerons à travers une forêt. Nous pourrions rencontrer des sangsues. Avec ces baguettes, nous les maintiendrons à distance.'

Quelques sangsues ...
L'euphémisme de ce voyage !
En réalité, on en croise des milliers ! Nous essayons de les éloigner de nous avec les bâtons magiques - sel de table enveloppé dans un chiffon sur un bâton de bambou. Le sel dissout chaque sangsue comme la neige au soleil. Horrible, mais nécessaire, sinon elles grimpent discrètement dans vos chaussures, et laissent une plaie saignante. Malgré les bâtons magiques ! Ce n'est pas dange-reux, mais donne des démangeaisons insupportables. Heureusement, en bonus, de grands fou-rires...

LE NÉPAL FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Derrière cette anecdote banale se cache une réalité tragique : habituellement, début octobre, la mousson - qui provoque un environnement idéal pour les sangsues - est bel et bien terminée. Mais le climat au Népal est perturbé. La mousson d'été dure curieusement plus longtemps ces dernières années. Les

agriculteurs disent que cette période a débuté avec deux semaines de retard cette année.

Cela a également des conséquences pour le tourisme, car la saison ne peut commencer que plus tard, et devient plus courte. 'Un frein au développement touristique', explique notre superviseur Lama Sherpa. 'Le Népal pourrait néanmoins jouir d'un tourisme développé de manière durable, impliquant des partenaires locaux, un tourisme qui mette l'accent sur la culture et la nature, un tourisme qui respecte également les droits des travailleur-euses.'

UNE FEMME DANS UN MONDE D'HOMMES

Nous remercions nos guides et porteurs pour les bâtons magiques. Et pour bien plus encore... Pendant notre voyage de quatre jours dans les montagnes, ils ont porté nos bagages, nous ont indiqué le chemin et nous ont aidé dans les passages glissants. Ils ont aussi préparé tous nos repas et soigné nos blessures... La plupart des guides et porteurs sont des sherpas, un groupe ethnique parmi la centaine vivant au Népal. En dehors de la saison des treks, ils retournent dans leurs fermes à la montagne, ou cherchent du travail en ville. GEFONT, partenaire de WSM, réunit ces guides et porteurs de montagne au sein du syndicat UNITRAV. Une de nos guides, Pudhoma Sherpa - «Say Dhoma» - y est très active. En tant que femme, elle est un personnage intrigant dans ce monde d'hommes. 'J'ai appris le métier de mon mari', nous explique-t-elle avec une certaine gêne quant à son anglais modeste. 'J'aime le faire, mais ce travail n'est pas sans danger. Chaque saison, il y a des accidents, parfois avec des conséquences fatales.' Pourquoi pense-t-elle que le travail syndical est

important ? 'En tant que femme, nous obtenons moins de missions que les hommes. A cause de préjugés ou d'objections pratiques. Dormir avec des femmes dans la même pièce, par exemple, provoque souvent la résistance des hommes. Je suis confrontée à cela.'

« LES LOIS SONT LÀ »

Le soir, Dhoma nous montre des photos de sa fille de six ans et raconte : 'Les guides et les porteurs acceptent facilement des tarifs peu élevés. Le chômage est élevé et la saison des treks touristiques est courte. Avec UNITRAV, il y a deux ans, nous avons obtenu une hausse de notre salaire minimum. L'assurance contre les accidents est désormais également mieux organisée. Néanmoins, il y a régulièrement des problèmes de paiement. Les lois sont là, mais elles ne sont pas toujours appliquées. En tant qu'individu, seul-e, vous avez peu de pouvoir : il est important que nous défendions ensemble nos droits. Il faut élever la voix ensemble pour se faire entendre auprès de nombreuses personnes.' Son téléphone portable sonne. 'Ma petite fille', dit-elle en s'excusant.

CHEFS-D'ŒUVRE ET TREMBLEMENT

Notre aventure népalaise a commencé une semaine plus tôt à Katmandou, avec la visite du stupa bouddhiste Boudanath et du sanctuaire hindou Pashupatinath. Les deux religions se côtoient sans problème au Népal. De certaines coutumes religieuses, les Népalais-es eux-mêmes ne savent plus d'où vient l'origine. En VTT, nous roulons vers Bhaktapur, une ville qui regorge de monuments historiques : temples, statues géantes de dieux hindous, sculptures très délicates... Nous ne savons pas où donner de la tête devant

LES SYNDICATS GEFONT ET NTUC

Ensemble pour de meilleures conditions de vie et de travail !

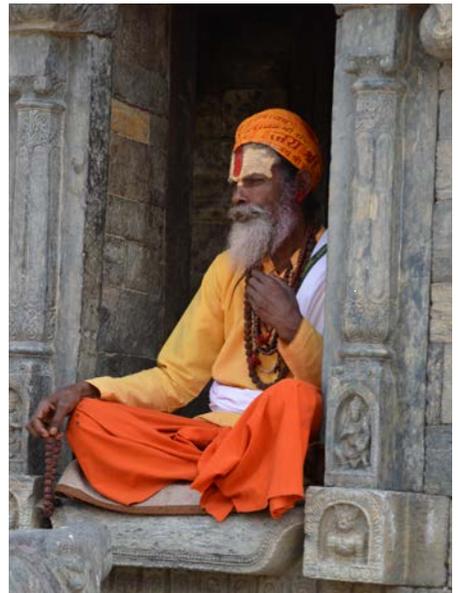
Une lutte indispensable au Népal, où les droits du travail et la protection sociale en sont encore à leurs balbutiements... Première revendication : un salaire décent. Ensuite, l'application de la loi sur la sécurité sociale (qui date de 2017). Celle-ci prévoit une pension de base, une assurance en cas d'accident du travail, un congé de maternité et une allocation de chômage limitée. Les organisations sociales, avec en tête GEFONT et NTUC, y travaillent actuellement afin que tous les Népalais puissent bénéficier des fruits de cette loi importante, en ce compris celles et ceux qui travaillent dans l'économie informelle. L'objectif est une protection sociale forte qui offre d'une part un filet de sécurité, et redistribue en même temps les richesses. Un travail de longue haleine, mais le seul moyen d'arriver à des changements durables.



>>



« Au Qatar, vous gagnez beaucoup plus qu'ici. De nombreux Népalais se lancent dans des aventures périlleuses pour pouvoir travailler à l'étranger. Toute la société est imprégnée par ces migrations de travail: chaque famille a quelqu'un à l'étranger. Les problèmes auxquels ces travailleur-euses sont confronté-es sont nombreux, car ils travaillent souvent dans des conditions inhumaines. GEFONT les défend depuis longtemps. »



Derrière une façade anonyme dans une rue étroite, nous rencontrons Deepu, travailleuse domestique et membre de NTUC. Elle tisse jusqu'à dix heures par jour les plus beaux tissus, tous des chefs-d'œuvre. Elle gagne jusqu'à huit euros par jour.

>> tant de beauté. Mais Bhaktapur continue de panser ses blessures liées au tremblement de terre de 2015. La reconstruction est en cours. Derrière une façade anonyme dans une rue étroite, nous rencontrons Deepu, travailleuse domestique et membre de NTUC. Elle tisse jusqu'à dix heures par jour les plus beaux tissus, tous des chefs-d'œuvre. Elle gagne jusqu'à huit euros par jour. Travailler, cuisiner, manger, dormir... Tout se passe dans son minuscule appartement de neuf mètres carrés, où elle vit avec sa famille. Ça aussi, c'est Bhaktapur ! NTUC rassemble ces travailleur.euse.s domestiques, leur dispense une formation et les informe sur la sécurité sociale...

LA VIE TELLE QU'ELLE EST !

Nous nous immergeons encore plus dans la vie quotidienne des Népalais en passant une nuit dans des familles d'accueil. Leur hospitalité est impres-

sionnante. Si Dhoma défendait ardemment ses positions, nous nous rendons compte que toutes les femmes n'ont pas cette possibilité. Nous rencontrons Sarita, épouse de Bishal Adhikari et mère de Nobel, une des familles d'accueil qui nous hébergent. Tout en mangeant, Sarita se tient juste derrière son mari. Le père et le fils mangent rapidement et habilement avec leurs mains.

VIVRE UNE JOURNÉE DE TRAVAIL

L'immersion ne s'arrête pas là. En plus d'être hébergés dans une famille, nous vivons aussi une journée de travail avec eux. Les familles d'accueil sont membres de GEFONT ou NTUC. Jef et Carlo découvrent la vie d'un hôpital népalais. Jan et Danny parcourent Katmandou dans un bus. Hein accompagne un chauffeur de taxi. Greet et Rik se rendent dans une usine de vêtements. Hilde et Luc s'activent dans une ferme. Saar, Bart, Ellen, Dieter et Kim aident à Pashupatinath, où les hindous incinèrent leurs morts. Lien et Mia assistent à une journée d'école. Des lieux de travail différents, avec cependant une même constante : les gens travaillent dur, et longtemps.

FOCUS SUR LES COÛTS DE LA VIE

Notre prochain défi est de déterminer quel pouvoir d'achat offre un salaire journalier. Nous nous donnons rendez-vous dix kilomètres plus loin, sur le lac Phewa à Pokhara. Nous marchons en groupe, sans être gênés par la pluie, le brouillard ou la barrière de la langue. Combien coûte le dal bhat quotidien, l'école pour les enfants, si quelqu'un tombe malade ou encore, un loyer moyen ? Les personnes à qui nous parlons prennent le temps de discuter. Le thé n'est jamais loin. Un homme

nous fait visiter sa modeste ferme. Un médecin met tout en œuvre pour nous expliquer les coûts liés aux soins de santé. Les gens vivent très simplement. Quand tout le monde est arrivé au lac Phewa, nous marchons jusqu'au World Peace Stupa. C'est là que débute le trekking de quatre jours dans les montagnes vers Panchase. Nous découvrons une nature intacte et de très beaux points de vue. Sur les flancs de montagne brumeux, nous sommes sur un petit nuage...

À L'AVENTURE !

Après le trek, notre nouvelle mission est de voyager avec le salaire que nous avons gagné lors de notre journée de travail à Chitwan, à 160 kilomètres au sud. Nous voilà donc partis pour un voyage d'environ six heures. Un certain nombre de participant-es réservent une place dans le bus express, ce qui coûte environ leur salaire journalier. Les autres veulent également manger et faire de la randonnée ce jour-là. Les voilà dans un pick-up, admirant des paysages impressionnants défiler devant leurs yeux entre des sacs chargés d'ail. Ou dans une voiture bondée dans laquelle on leur parle du travail au Qatar, pays dans lequel on peut gagner beaucoup plus qu'au Népal. De nombreux Népalais se lancent également dans des aventures périlleuses pour pouvoir travailler à l'étranger. Toute la société est imprégnée par ces migrations de travail : chaque famille a quelqu'un à l'étranger. Les problèmes auxquels ces travailleur.euses sont confronté-es sont nombreux, car ils travaillent souvent dans des conditions inhumaines. GEFONT les défend depuis longtemps.

DERNIER JOUR ÉMOUVANT

Chitwan offre une vie champêtre authentique: pêche dans la rivière, cuisine avec les femmes sur la place du



IN THE PICTURE

Lama Sherpa

« Le Népal pourrait jouir de bons bénéfices d'un tourisme développé de manière durable, dans lequel les partenaires locaux sont impliqués, en mettant l'accent sur la culture et la nature, un tourisme qui respecte également les droits des travailleur.euses. »

village puis repas en cercle. Le lendemain, nous nous dirigeons vers la jungle. Nous découvrons des crocodiles et les traces fraîches d'un rhinocéros et d'un tigre. Le soir, le village s'anime. Les femmes en vêtements blancs traditionnels dansent avec nous en cercle, les hommes exécutent eux aussi une danse. Nous n'aurions pas pu souhaiter un moment plus agréable pour notre dernier jour au Népal ! Nous rentrons chez nous avec des sentiments mitigés : heureux-euses d'avoir vécu des expériences inoubliables, mais tristes de quitter ce merveilleux pays et son peuple si hospitalier. Une chose est sûre : chacun-e de nous a un morceau du Népal au fond de lui, au fond d'elle.



LES [IN]ÉGALITÉS MONDIALES À LA LOUPE

Produit d'un long travail avec un collectif d'associations dont WSM fait partie, **la nouvelle mallette pédagogique du CNCD 11.11.11**, rassemble dix-huit outils destinés à **comprendre les mécanismes** à la source des inégalités mondiales, en **réaliser les effets** et **identifier des leviers** de changement.

Vous y retrouverez **l'outil de WSM, « Sampheap, les salaires de la faim à la barre ! »**: un jeu de rôle pour questionner les inégalités salariales, au travers duquel vous pourrez plonger au cœur d'importantes négociations et **découvrir les dessous de l'industrie textile** !

Afin de présenter cette nouvelle mallette pédagogique, **un cycle de formations est mis en place** par le CNCD 11.11.11. et ses organisations partenaires. Retrouvez les dates sur notre site internet, www.wsm.be !



© CNCD 11.11.11

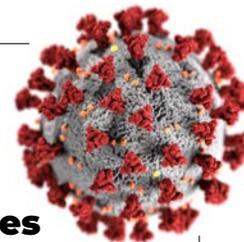


Conférence: Afrique de l'Ouest et sécurité

La commission régionale WSM de Liège organise le mardi 9 juin une conférence/débat sur la situation sécuritaire en Afrique de l'Ouest, et en particulier au Burkina Faso, qui s'était fortement dégradée en 2019. Quelle évolution depuis ? Quelle coopération au développement dans des zones de conflits et de déplacement de populations ?

Plus d'infos : www.mocliege.be

ACTUALITÉ Le coronavirus, crise sans frontières



La solidarité et l'attention aux autres font partie de l'ADN de WSM. La pandémie du coronavirus qui nous touche au moment de finaliser ce magazine nous montre plus que jamais à quel point c'est essentiel. Des nouvelles de nos partenaires ? Un point sur notre agenda ? **Rendez-vous sur notre site** Internet www.wsm.be ou sur notre page Facebook « **WSM Belgique** » !

66%

de tout le travail dans le monde est accompli par des femmes, mais elles ne gagnent que 10% des revenus mondiaux.

- 75% de tous les pauvres sont des femmes,
- 75% de tous les réfugiés sont des femmes,
- Les 22 hommes les plus riches gagnent ensemble autant que toutes les femmes africaines,
- Seuls 5% de tous les chefs de gouvernement sont des femmes,
- Les femmes en Belgique effectuent 2/3 des tâches ménagères. Elles gagnent 21% de moins que les hommes.

C'EST POURQUOI LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DES FEMMES DU 8 MARS RESTE NÉCESSAIRE!

DE L'AIR!

LA CSC VEUT PLUS DE TEMPS POUR L'ÉGALITÉ



Avec la CSC, nous sommes descendu.es dans la rue le 8 mars 2020 **pour plus de temps pour l'égalité** ! Et partout dans le monde, nos partenaires ont également saisi l'occasion du 8 mars pour souligner la nécessité de l'égalité des genres !

(sources: CSC Femmes & Oxfam international)



NOTRE RÉSEAU INTERNATIONAL EST LANCÉ !

Depuis 2008, WSM et ses partenaires unissent leurs forces pour défendre et étendre le droit à la protection sociale en **dix-huit réseaux nationaux** ainsi que dans **trois réseaux continentiels** (Asie, Afrique, Amérique Latine).

Fin 2019, une nouvelle étape importante a été franchie. Réunis à Genève en novembre 2019, en marge de la semaine globale pour la protection sociale organisée par l'OIT, WSM et des représentant-es de ses 84 organisations partenaires se sont rassemblés afin de lancer officiellement les activités du **réseau international sur le droit à la protection sociale**.

Comment se renforcer mutuellement ? Quels sont les lieux de pouvoir à investiguer pour avancer vers la protection sociale universelle ? Comment mieux communiquer entre nous ? Des questions importantes abordées lors de cette première rencontre.

« *Les problèmes dans le domaine de la protection sociale ne se posent pas seulement au Burundi ou en R.D.Congo, mais aussi en Europe, en Asie et en Amérique.* », a déclaré Idesbald Nsabimana, de l'organisation MUNASA au Burundi. « *C'est pourquoi il est préférable de chercher des solutions ensemble.* » **We are connected !**

RENDRE LES ENTREPRISES RESPONSABLES DE LEURS ACTES ? C'EST POSSIBLE !

Les intérêts commerciaux des entreprises transnationales sont amplement protégés par un environnement politique mondial largement favorable à la liberté commerciale.

En revanche, il n'existe **aucune règle contraignante** au niveau international obligeant les entreprises à respecter les droits humains et permettant de protéger les personnes affectées par leurs activités !

Il faut un cadre juridique.

Aux quatre coins du monde, des populations, travailleur-euses y compris, sont régulièrement victimes d'abus de leurs droits fondamentaux par des entreprises peu scrupuleuses. Ainsi, le Rana Plaza s'est effondré sur ses 1200 ouvrières en 2013 au Bangladesh sans qu'aucune des marques de vêtements, pourtant produites dans le bâtiment, ne soit inquiétée ensuite par la justice.

Il est plus que temps que les États réaffirment la primauté des droits humains en introduisant l'obligation d'un « devoir de vigilance » pour les entreprises. Ce devoir de vigilance obligerait les entreprises à identifier les potentiels impacts sur les droits humains causés par leurs activités ainsi que par toute entité commerciale qui lui est liée (succursales, fournisseurs, sous-traitants). Elles devraient prendre également des mesures afin d'empêcher, atténuer et réparer ces impacts et cela en concertation avec toutes les parties prenantes, comme les syndicats, travailleur-euses et personnes affectées.

Il faut donc se doter d'un instrument international juridiquement contraignant rendant le devoir de vigilance obligatoire. L'adoption d'un traité obligerait les entreprises transnationales à respecter les droits humains partout où elles opèrent et les tenir responsables en cas d'abus commis. La prochaine session de négociation de ce traité aura lieu en octobre 2020 aux Nations Unies. Parallèlement, en Belgique, il conviendrait d'élaborer **une loi nationale** similaire, afin de responsabiliser particulièrement nos entreprises présentes sur notre territoire ou opérant à l'étranger.

En faisant pression sur les décideurs politiques aux niveaux international et local, les mouvements sociaux et les citoyen-nes, ont un rôle à jouer, afin que ces réglementations soient adoptées !

Santiago Fischer,
Service de plaidoyer et recherche WSM

En savoir plus sur ce projet de traité ? Rendez-vous sur www.wsm.be/s-informer/publications/ et téléchargez la brochure explicative.



INTERVIEW

“

« Notre santé ne s'est pas améliorée ici. La carrière et l'usine émettent beaucoup de poussière. Le ciment est dans l'air. Nous le respirons, nous le mangeons. »



TOGO

CARTE D'IDENTITÉ



La République du Togo borde le Ghana, le Burkina Faso, le Bénin et l'océan Atlantique. Le sol du Togo renferme une grande richesse de matières premières très recherchées. C'est pour cette raison que le pays attire l'attention de nombreuses entreprises internationales. En échange d'emplois et de la promesse d'un développement durable et économique, celles-ci profitent d'importantes réductions des taxes à l'exportation, alors que près de 60% de la population togolaise vit encore en-dessous du seuil de pauvreté.

Capitale: Lomé

Président: Faure Gnassingbé

Population: 7.965.055 habitant-es



INTERVIEW

AU CŒUR DE LA FILIÈRE DE L'OR GRIS

Le ciment est l'un des produits les plus consommés dans le monde. Il constitue la base de nos maisons, de nos rues, de nos ponts, de nos tunnels. La demande est énorme, et la production suit donc cette tendance. Quelques multinationales contrôlent le secteur, en créant des usines et creusant des carrières sur différents continents. La fabrication du ciment est nocive, tant pour la santé des personnes que pour l'environnement. Les entreprises font donc tout leur possible pour démontrer qu'elles se comportent de manière responsable. Mais leurs efforts varient fort d'un endroit à l'autre de la planète.

>>

Nous sommes allés à la rencontre de deux représentants syndicaux, Jules et John. Jules, 34 ans, travaille pour une usine de clinker¹ à Tabligbo, au Togo. John, 52 ans, travaille aussi pour la même multinationale, mais à Antoing, en Belgique. Regards croisés.

JULES

« Je suis responsable de l'entretien et de la réparation des tapis roulants qui transportent les matières premières. Je suis fier de ce que je fais, car mon travail exige une certaine expertise. Mais l'entreprise est exigeante. Quand je commence quelque chose, je dois le terminer. Même si une réparation demande 24 heures ! Ce qui me dérange le plus, ce sont les risques pour la santé. Je travaille ici depuis cinq ans maintenant et récemment, le médecin a diagnostiqué des taches sur mes poumons. Des infections, causées par la poussière et les adhésifs que nous utilisons. »

Combien de personnes travaillent dans votre usine ?

« Nous sommes environ six-cent. Deux-cent travailleur-euses sont employé-es directement par l'usine. Les quatre-cent autres travaillent comme moi par l'intermédiaire d'un sous-traitant. L'usine détermine nos missions et fournit les matériaux nécessaires. Mais le sous-traitant est responsable du paiement de nos salaires. Ceux-ci sont bien inférieurs à ceux des personnes directement employées par l'usine. »

Êtes-vous satisfait de votre salaire ?

« On ne peut pas se permettre que quelque chose aille mal... Ma femme et moi travaillons tous les deux. Le week-end, je travaille en plus comme artisan : je fabrique des meubles. Avec ces revenus, on arrive à s'en sortir. Mais si une de nos filles tombe



malade, ou moi-même, je m'inquiète tout de suite. Si vous restez à la maison, vous ne serez pas payé... Donc, je dois juste travailler, quoi qu'il arrive. »

S'agit-il d'un emploi permanent ?

« Je connais de nombreux camarades qui ont été licenciés sans raison apparente. Quand on est viré, la misère commence. Vous n'obtiendrez aucune compensation ou avantage en contrepartie. Perdre son emploi signifie la débrouille... »

Qui pouvez-vous contacter si vous avez des questions ou des problèmes ?

« C'est difficile. D'une part, le sous-traitant nous envoie avec nos plaintes à l'usine. Et l'usine de son côté nous renvoie chez le sous-traitant. C'est pourquoi je me suis affilié au syndicat en 2017. Au moins maintenant, nous pouvons essayer de changer les choses ensemble ! Il est clair que l'entreprise n'est pas tranquille à cause du syndicat. Nous avons déjà 200 membres, presque tous employés par le sous-traitant. Vous pouvez voir que nos actions fonctionnent. Grâce à une action de presse, nous avons pu obtenir de meilleurs salaires et des adhésions à la caisse de maladie. J'espère que ce

que nous faisons permettra à nos jeunes de travailler d'une manière différente à l'avenir. »

Qu'est-ce qui a changé à Tabligbo depuis l'arrivée de l'usine ?

« Les choses ne se sont pas améliorées pour notre santé. La carrière et l'usine émettent beaucoup de poussière. Le ciment est dans l'air ici. Nous le respirons et nous le mangeons. Dans l'usine, les hauts-fourneaux sont chauffés au charbon. La fumée est partout ! À l'hôpital, on voit surtout des personnes souffrant de maladies pulmonaires. Mon oncle en est mort. Il n'avait que 45 ans. Selon les médecins, il devait être opéré, mais il n'en avait pas les moyens. »

Pouvez-vous agir là-dessus par l'intermédiaire du syndicat ?

« Regardez, nos enfants grandissent ici, nos mères vivent ici. Je pense que l'entreprise est responsable de notre santé et doit se conformer à la loi. Sinon, Tabligbo sera un jour invivable. C'est pourquoi nous devons continuer à nous battre pour le changement. Ici, au Togo, il n'y a pas d'autre choix que d'accepter le travail que vous arrivez à obtenir. Pourtant, je ne conseillerais pas à mon jeune frère de travailler à l'usine. »



John travaille pour la même multinationale en Belgique.

JOHN

« Je travaille ici depuis plus de vingt-cinq ans. Dix ans comme magasinier sur ce site : le travail idéal pour moi, avec beaucoup de contacts sociaux et un bon équilibre entre le travail administratif et physique. »

Votre entreprise a-t-elle toujours fait partie de cette multinationale ?

« Depuis 1993... Ce fut un grand changement. Le rachat a d'abord entraîné une réduction des effectifs. Ensuite, ils ont questionné nos méthodes de travail. Ils ont installé des caméras partout. Depuis lors, nous sommes tenus de rendre compte très précisément de tout ce que nous faisons, et du pourquoi nous le faisons. C'est une question de performance. Les gens ne savent plus ce qu'il en était. Cela dit, je comprends nos managers, ils reçoivent eux aussi des ordres d'en haut. Cela ne facilite pas notre travail syndical. »

Quels efforts environnementaux l'entreprise fait-elle ?

« Le secteur du ciment émet une quantité énorme de CO2. C'est la raison pour laquelle des carburants à faibles

émissions ont été choisis. Il existe également un projet sur le captage du CO2 et des filtres spéciaux pour les émissions de suie. La poussière dans les carrières à ciel ouvert est éliminée de l'air par atomisation. Le personnel porte des masques et des vêtements de protection. Mais parfois, tout ne se passe pas comme il faut. Il y a quelque temps, nous avons reçu de nouveaux vêtements de travail, qui se sont avérés ne pas être adaptés du tout ! Or, dans notre usine, il y a des fours qui chauffent à 1250 degrés. De ce fait, des collègues se sont sentis mal dans leurs nouvelles tenues. S'ils nous avaient impliqués dès le départ, nous aurions pu éviter cet incident. »

« Si jamais on décide que le coût de ces efforts pour la santé et la sécurité deviennent trop élevés pour l'entreprise, la situation pourrait changer très vite. Ils pourraient décider de fermer ce site et en ouvrir un autre, dans un endroit où les normes légales sont moins strictes. Bien sûr, ce serait une mauvaise nouvelle pour moi et mes collègues. Mais je crains aussi pour la situation des gens là-bas. Sans une législation claire, ils en pâtiront. Notre entreprise est responsable de l'environnement, de notre santé et de la sécurité. Mais je ne pense pas qu'ils fassent cela pour nous. Ils le font parce qu'ils y sont obligés. La loi leur impose ces normes, et c'est une bonne chose ! »



Les longues interviews de John et Jules ont été enregistrées en vidéo et seront bientôt diffusées sur wsm.be, avec des images de Tabligbo et Antoin.

1 Le clinker est le produit intermédiaire avec lequel le ciment est fabriqué.



WSM SOUTIEN LES SYNDICATS ET LES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE TOGOLAISE

Le syndicat SYDEMINES de Jules peut compter sur le soutien financier de WSM et de l'asbl Solidarité Internationale des Mineurs. Cela permet au syndicat de réaliser des études, de recruter des membres, d'organiser des actions pour des salaires plus élevés, un meilleur équipement de protection ou une affiliation à la caisse de maladie. Par le biais de formations, SYDEMINES offre aux travailleurs togolais la confiance en eux et les connaissances nécessaires pour engager le dialogue avec les dirigeants d'entreprises.

WSM soutient également l'ONG SADD, qui informe la population sur ses droits. Grâce à une étude, SADD a cartographié l'impact de l'exploitation minière sur l'environnement. En collaboration avec les dirigeant-es locaux, SADD a élaboré un ensemble de revendications destinées aux dirigeants du gouvernement et des entreprises.

Unis en réseau avec d'autres partenaires sociaux de la région, SADD et SYDEMINES ont réussi à négocier un code minier amélioré pour toute l'Afrique de l'Ouest.

La centrale syndicale ACV-CSC BIE (Bâtiment-Industrie-Energie) joue également un rôle international important.

La centrale ACV-CSC BIE, la fédération syndicale de John, tente de conclure des accords-cadres avec les multinationales au niveau international., dans lesquels sont fixées des normes en matière de santé et de sécurité. Une fois sur papier, les normes s'appliquent à tous ceux qui travaillent pour la multinationale, quel que soit le type de contrat ou le lieu où ils travaillent. Un tel accord n'existe pas encore pour le secteur minier. L'ACV-CSC BIE fait tout ce qui est en son pouvoir pour changer cela.

LA TERRE, SOURCE DE VIE

Partout dans le monde, les travailleurs et travailleuses de la terre vivent une vie précaire, soumis-es aux variations des prix des denrées alimentaires, à la météo capricieuse, à la pollution environnementale ou encore, aux changements climatiques. De nombreuses activités de nos organisations partenaires visent à renforcer les agriculteur-rices locaux-les. Par le biais de formations sur l'agriculture écologique ou sur la souveraineté alimentaire, sur l'énergie durable et les droits du travail, ils en apprennent plus sur les alternatives au modèle de l'agro-industrie. Des micro-crédits leur permettent d'acheter les semences, le sol et le matériel agricole nécessaires à la mise sur pied de petites entreprises. En faisant du plaidoyer auprès des gouvernements, nos partenaires prônent une protection sociale et des soins de santé abordables, mais aussi une assurance contre une récolte ratée après une inondation ou une tempête, ou encore un examen médical obligatoire pour les personnes vivant à proximité de carrières à ciel ouvert.





1. En **Bolivie**, les membres de l'organisation **Sentec** construisent des cuisinières fonctionnant à l'énergie solaire // 2. Au **Burundi**, **Agakura** organise des formations aux techniques agricoles biologiques. // 3. En **République dominicaine**, **Conamuca** soutient plus de dix-mille femmes issues de communautés paysannes. // 4. Au **Mali**, **Kondo Jigima** accorde de petits crédits avec lesquels les agriculteurs créent leur propre ferme biologique. // 5. Au **Guatemala**, le **MTC** contribue à une alternative durable avec ses projets d'économie sociale et solidaire. // 6. Au **Népal**, **GEFONT** et **NTUC** forment leurs membres aux risques liés au changement climatique. // 7. Au **Togo**, **SADD** a lancé une étude sur les impacts des mines sur l'environnement. // 8. En **Indonesie**, **KSBSI** lutte pour de meilleures conditions de travail dans tous les secteurs. // 9. En **Inde**, **AREDS** veille à un revenu durable pour les paysans-nes grâce à leurs propres productions, cultivées dans le respect de la nature. // 10. **République dominicaine** // 11. **Burundi** // 12. **Guatemala** // 13. En **RDC**, le **MOCC** soutient la plantation d'arbres fruitiers pour promouvoir une alimentation équilibrée et une source alternative de revenus.



Dans cette rubrique, nous cherchons à retirer le vrai du faux d'une idée reçue ou à tordre le cou d'un préjugé, sur un sujet qui nous touche. Ci-dessous, focus sur notre empreinte écologique !

EMPREINTE ÉCOLOGIQUE: PAPIER VERSUS NUMÉRIQUE

Aujourd'hui, le numérique promet moins de matière consommée au profit du « virtuel ». Mais les supports numériques ont-ils vraiment un impact environnemental plus faible que le papier ? La réponse n'est pas simple !

TEXTE / Jennifer Van Driessche

Dans les faits, on constate que depuis 2013, la part du numérique dans les émissions de gaz à effet de serre mondiales a augmenté de moitié. On oublie un peu vite l'immense quantité de matières qui permet au système numérique de fonctionner, que ce soit au niveau des équipements (ordinateurs, smartphones,...), ou des infrastructures (data centers, câbles océaniques,...). **Le monde virtuel d'Internet est beaucoup moins immatériel qu'il n'y paraît.**

Cependant, la **fabrication et le transport du papier** (non recyclé), tout comme son blanchissement et les processus liés à l'impression, sont des étapes qui consomment beaucoup de ressources : on estime ainsi que vingt millions d'arbres sont coupés chaque année pour produire du papier. A chaque fois que vous ouvrez un email, vous consommez de l'énergie. Par contre, vous pouvez revenir sur un document en version papier autant de fois que vous le voulez, sans que cela ne pèse sur votre empreinte énergétique.

Finalement, face au papier, ce sont bien les supports numériques qui ont **l'impact environnemental le plus important.** A noter : tant l'extraction des matières premières que la fabrication des supports se font au prix de graves violations des

droits humains, dans des pays moins-disant socialement.

EN CHIFFRES

- La fabrication d'un ordinateur mobilise 800 kg de matières et génère 124 kg de CO₂.
- Pendant son cycle de vie, un ordinateur produit 169 kg de CO₂, l'équivalent d'un trajet en voiture de 1000 kilomètres.
- En 2019, environ 259,4 millions d'ordinateurs ont été vendus dans le monde.
- Une simple recherche Google émet 7 grammes de CO₂, la moitié de ce qu'il faut pour chauffer une tasse de thé,

car elle effectue un long voyage jusqu'aux serveurs de Google dans le désert de Virginie.

- Envoyer un email de 1Mo à une personne équivaut à la consommation directe d'une heure d'utilisation d'une ampoule de 25 watts. Aujourd'hui, 8 à 10 milliards de mails sont échangés en une heure sur notre planète.
- Une facture envoyée par Internet émet 242 grammes de CO₂, ce qui correspond à l'envoi de 15 factures papier.
- Le papier peut être recyclé cinq fois.

ALORS, QUE FAIRE ?

On le voit, les impacts du papier comme du numérique ne sont pas négligeables. Aujourd'hui, les limites planétaires nous obligent à réduire l'impact de nos technologies, dans tous les domaines, si nous voulons préserver les conditions d'une vie digne sur Terre. Cet article n'est pas un plaidoyer pour ne plus communiquer. Diminuer sa consommation, questionner ses besoins, réparer, acheter en seconde main, recycler,... Toute une série de gestes individuels importants, mais qui doivent être soutenus par des mesures politiques ambitieuses, qui doivent elles-mêmes prendre place dans un changement de modèle plus global, **où chaque acteur de la société doit se questionner et prendre ses responsabilités.**

Au sein de WSM, nous sommes conscients de l'impact écologique de nos activités. Nous prenons le défi de la **diminution de notre empreinte environnementale** à bras le corps et analysons de façon critique chacun de nos choix. C'est un processus de réflexion continu, appliqué dans différents domaines : tant au niveau de notre fonctionnement propre (transport, énergie, choix alimentaires,...) qu'au niveau des actions avec nos partenaires et de nos actions politiques. Ce magazine, dans sa nouvelle formule, est imprimé sur du papier recyclé et ne sera plus envoyé sous emballage plastique.

800 kg

La fabrication d'un ordinateur mobilise 800 kg de matières.

7 grammes

Une simple recherche Google émet 7 grammes de CO₂.

8 à 10 milliards

C'est le nombre de mails échangés en une heure sur notre planète.

Sources:

- Justice et Paix: «les fausses promesses du numérique» (2019)
- <https://www.consoglobe.com/duel-papier-vs-numerique-cg>
- Culture papier / Cabinet Eva
- Ecofolio



Rêver seul ne reste
qu'un rêve, rêvez
ensemble devient
la réalité.

John Lennon

MERCI



19 387 x merci !

L'OPÉRATION 11.11.11.

TOUS ENSEMBLE RÉUNIS AUTOUR DE LA
SOLIDARITÉ INTERNATIONALE EN BELGIQUE !

Du 7 au 17 novembre 2019, les Belges se sont donnés **rendez-vous avec la solidarité internationale** !

Chaque année, l'Opération 11.11.11, c'est un moment pour s'informer, pour échanger et pour soutenir les initiatives allant dans le sens d'un monde juste et durable. Et chaque année, WSM et ses sympathisant-es partici-

pent à cette grande aventure ! En 2019, la campagne du CNCD 11.11.11. a permis de récolter au total **1 860 601 €**, un montant en hausse de 5% par rapport à l'an dernier.

L'Opération 11.11.11. avc WSM, c'est plus d'une vingtaine de ventes organisées dans toute la Belgique, une petite cinquantaine de bénévoles mobilisé-es

et **19 387 €** récoltés pour nos partenaires en Afrique, en Asie et en Amérique latine !

MERCI !

Du fond du cœur, merci à vous toutes et tous, bénévoles, sympathisant-es et ami-es. Cette aventure, elle est rendue possible grâce à VOUS !

AGRICULTRICE

Enfin, le printemps revient !
Et avec les rayons du soleil,
les joies des crèmes glacées.
Partout dans le monde,
on en raffole et ...
On les fabrique ! Car partout,
les travailleuses de la
terre cherchent à valoriser au
mieux leurs productions.
Des produits de filière
courte, en direct de la ferme:
un délice bon pour la santé
et pour l'environnement,
et un meilleur prix pour les
producteur-trices. Les
glaces artisanales en
sont un bon exemple.

TEXTE / Mia Vandenberghe
PHOTOS / WSM

EN BELGIQUE

'De Natuurhoeve' à Gullegem en Flandre occidentale a démarré en l'an 2000 son propre point de vente à la ferme. La limitation imminente de la production – le fameux et funeste «quota laitier» qui a fait tant de dégâts dans le secteur - a été le facteur décisif. La ferme est située dans un environnement urbain, idéal pour vendre ses propres produits dans le voisinage. La crème glacée est le meilleur produit de l'exploitation, à côté du beurre et du yaourt.

A Silly, en Hainaut, à côté de la culture des fraises, Valérie et Xavier ont ouvert en 2018 un comptoir fermier, « la Cense des hirondelles », un comptoir fermier de produits locaux, la 'Cense des hirondelles' dans la ferme des parents de Xavier. Valérie s'est lancée elle aussi dans la fabrication de glaces artisanales.

Si les magasins à la ferme poussent comme des champignons partout en Belgique, ce n'est pas un hasard. Les agriculteur-trices obtiennent des prix trop bas pour leurs produits. Ils/Elles recherchent donc d'autres moyens d'obtenir un meilleur prix. Transformer le lait de leurs vaches et le vendre directement au consommateur en fait partie. La nourriture locale est un choix durable et signifie immédiatement plus de revenus pour l'agriculteur-trice. A noter : la transformation des produits est aussi souvent une affaire de femmes chez nous!

AGRICULTRICE

DÉLICIEUX, DURABLE,
ET LA CERISE SUR LE
GÂTEAU, UN MEILLEUR
REVENU POUR
LA PRODUCTRICE !

EN INDE

Les paysans locaux de la ferme bio modèle mise en place par AREDS dans le Tamil Nadu en Inde expérimentent différentes méthodes. Ils cultivent des légumes et des herbes qui nécessitent peu d'eau. Ils transforment aussi le lait des vaches en yaourt et le vendent sur le marché local. L'objectif est d'obtenir un revenu décent pour les agriculteurs et agricultrices grâce à leurs propres productions, cultivées dans le respect de la nature. Huit étudiant-es en agriculture se sont rendu-es auprès de AREDS pour échanger avec les agriculteur-trices sur leurs expérimentations. Ils ont fabriqué de la crème glacée avec du lait de la ferme et ce qui pousse localement: noix de cajou, banane, noix de coco... Tout le village a pu goûter les glaces créées, qui ont été très appréciées ! AREDS donne de l'espoir aux paysans indiens : plus de revenus signifient plus de résilience face à l'agro-industrie. La situation des femmes s'améliore également, car l'agriculture est une affaire de femmes en Inde!

Le changement est indispensable. Si nous n'adaptions pas rapidement nos modes de vie, notre planète risque de devenir inhabitable. Face à ce constat, WSM s'engage fermement pour une société durable et socialement juste. Nous avons donné la parole à deux spécialistes de la question, en Belgique et au Guatemala.

Anaïs Trigalet, chargée de mission au MOC (Mouvement ouvrier chrétien). Une spécialiste à propos des changements climatiques et du rôle des mouvements sociaux.

ANAÏS TRIGALET, MOC

JUSTICE SOCIALE ET JUSTICE ÉCOLOGIQUE, **MÊME COMBAT ?**

TEXTE / Jennifer Van Driessche et Katrien Liebaut - PHOTO / ITUC, MTC



Quel-s rôle-s peuvent prendre les organisations sociales dans la transition ? Nous avons posé la question à Anaïs Trigalet, qui a porté l'organisation de la semaine sociale du MOC (Mouvement ouvrier chrétien) en 2019 sur le thème: « le mouvement social face à l'urgence écologique. »

« En ce qui concerne les changements climatiques, si on tient en compte les promesses des états sur la table à ce jour, on n'est pas du tout sur la voie d'une limitation de l'augmentation de la température globale à 1,5°C d'ici 2100, comme recommandé dans les objectifs de l'Accord de Paris. Les responsables politiques, lorsqu'ils ont signé l'Accord en 2015, savaient que cela nécessiterait des efforts considérables et une transition économique mondiale. Mais on observe une forte incohérence dans les décisions qui sont prises. Par exemple, l'Union européenne parle de rehausser ses objectifs dans le cadre du 'Green new deal' : d'un objectif de réduction des émissions de 40% d'ici 2030, on passerait à au moins 50%, ce qui serait un pas dans la bonne direction. Mais par ailleurs, le Parlement européen vient d'autoriser de grands projets d'infrastructures gazières qui vont complètement à l'encontre de

cet objectif. On est dans une sorte de schizophrénie dangereuse. L'alarme doit donc sonner !

C'est un des rôles importants que doivent prendre les mouvements sociaux : faire connaître cette situation, ses causes et ses conséquences. De plus, si on veut vraiment lutter contre le changement climatique, il est important de lutter contre le système économique, intrinsèquement productiviste, qui a conduit à la catastrophe écologique qu'on connaît actuellement. On a vu récemment émerger des mouvements sociaux écologistes comme celui des grèves pour le climat porté par la jeunesse, comme Extinction Rebellion, et sur le plan social, les gilets jaunes... Ces nouveaux mouvements sociaux, mais aussi les organisations sociales, représentent un grand espoir, car s'il y a un changement, c'est de là qu'il viendra.

Le changement climatique et la crise écologique nous questionnent en profondeur. Pourquoi est-ce qu'on travaille ? Pourquoi est-ce qu'on produit ? Pour enrichir des actionnaires, faire de l'argent pour de l'argent, ou pour répondre à des besoins ? Mais c'est difficile dans le monde ouvrier, car il y a des enjeux sociaux de court

terme et, sans doute aussi, parce que les conséquences des changements climatiques ne sont pas encore (assez) visibles et ressenties. Mais c'est un chantier prioritaire pour avoir une boussole pour nos futures actions.

En 2019, nous avons consacré notre 'semaine sociale' au thème « le mouvement social face à l'urgence écologique » : ce fut un moment de formation mais aussi de participation active pour les représentant-es des différentes organisations du MOC présent-es. « *Comment faire du MOC et ses organisations une force de transition à la hauteur des enjeux écologiques ?* » : une vaste question, qui a cadré le forum ouvert qui s'est tenu lors de cette semaine sociale et a permis de lancer une réflexion qui se poursuit aujourd'hui, notamment dans le cadre du plan d'action du MOC pour les cinq prochaines années, en construction, qui comporte cinq axes prioritaires, dont celui de l'écologie.

Le MOC a un rôle dans le fait de prendre des positions qui articulent les enjeux sociaux et environnementaux. C'est vraiment un enjeu pour nous des prochaines années: intégrer plutôt qu'opposer les deux crises auxquelles on fait face. »



CÁNDIDO LÓPEZ RAMIREZ, MTC

LA RÉSISTANCE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES S'ORGANISE

Des tornades, des inondations, des glissements de terrain et des périodes de sécheresse extrême qui se répètent affectent le Guatemala. Les conséquences pour l'agriculture sont désastreuses. Le MTC, mouvement pour les travailleurs agricoles soutenu par WSM, place le climat au premier plan de ses préoccupations. Au centre de formation de San Marcos, le MTC sensibilise la population aux conséquences d'une industrie agricole intensive, tournée vers l'exportation, la déforestation et l'exploitation minière invasive. Il transforme les jeunes en activistes du climat, tout en informant les agriculteurs des techniques d'agriculture biologique. Avec un réseau sur le droit à la protection sociale, le MTC s'investit aussi dans le plaidoyer politique pour un modèle économique alternatif, social et solidaire. Cándido López Ramírez, coordinateur général du MTC, nous en parle:

« Le Guatemala est un pays fertile. On cultive presque tout ce qu'on veut ici ! Pourtant, les gens vivent dans la pauvreté. Comment est-ce possible ?

Le gouvernement a opté pour une agriculture tournée vers l'exportation. Tout ce qui pousse ici part à l'étranger. D'autre part, nous importons la nourriture vendue dans nos magasins. C'est un système qui pourrait fonctionner, sur papier. Mais l'instabilité des prix in-

ternationaux des denrées alimentaires met la pression sur le bien-être de nos agriculteurs !

Dans la région de San Marcos, les plantations de café, de bananes et de canne à sucre prospèrent. Et l'industrie agricole s'adapte facilement à la demande internationale. Aujourd'hui, l'huile de palme a le vent en poupe, et beaucoup de zones forestières cèdent la place aux palmeraies. Cette culture intensive n'est pas sans risque : le déboisement rend nos sols vulnérables à l'érosion et aux inondations. La monoculture rend les cultures sensibles aux champignons et aux maladies. Mais l'industrie a toujours une réponse : elle fournit des tonnes de pesticides et d'engrais artificiels pour résoudre ces problèmes.

Les conditions de travail dans les plantations ne sont pas bonnes : les emplois sont précaires, le travail est physiquement exigeant, et les salaires restent bas. En tant que petit agriculteur indépendant, il est très difficile de s'insérer dans le commerce inter-



national. Avec nos coopératives, nous construisons une alternative. Nous accordons aux agriculteurs locaux des petits crédits pour les semences et l'équipement agricole. Nous leur apprenons aussi la permaculture, une technique agricole écologique qui permet de faire pousser différentes cultures sur une petite surface sans produits chimiques.

Lors de nos formations, nous mettons l'accent sur les droits humains, plus particulièrement les droits du travail et la protection sociale. Nous y intégrons les impacts du changement climatique sur notre pays, mais aussi les bases d'une alimentation saine, de la santé et l'égalité des sexes.

Nous sommes tous égaux et égales. Chacun-e a droit à une vie décente dans un environnement sain ! C'est sur cette idéologie centrale que reposent nos coopératives sociales et solidaires. Ce modèle économique est notre réponse à l'agro-industrie destructrice ! »



**“ PACHAMAMA NO LOS PERDONES,
ELLOS SABEN LO QUE HACEN ! ”**
PACHAMAMA... NE LEUR PARDONNE
PAS, CAR ILS SAVENT CE QU’ILS FONT !

Cette citation inspirée de la Bible (Luc 23:34 – « Père, pardonne-leur, car ils ne savent pas ce qu’ils font... ») est souvent utilisée en Amérique du Sud. On la voit lors de manifestations contre les activités polluantes de sociétés multinationales, ou lorsque des mouvements sociaux se mobilisent pour protester contre des actions de leurs ministres allant à l’encontre des droits humains fondamentaux des peuples autochtones...

En langue quechua, ‘pacha’ signifie terre et ‘mama’, maman... La *‘Terre Mère’* (Pachamama) est la principale divinité des peuples autochtones des Andes centrales d’Amérique du Sud.